

France : un petit aveu sélectif

Non, un mea-culpa lapidaire qui se contente de cinq lignes et d'un seul épisode de la période coloniale n'absout pas tout à fait la France d'aujourd'hui. Cette sélectivité, aux arrière-pensées évidentes qui font un distinguo malsain entre un méfait commis dans l'espace du droit qu'était la France métropolitaine et le théâtre d'opérations génocidaires qu'était l'Algérie, indique bien qu'elle n'est pas encore prête à affronter intellectuellement sa propre conscience nationale. Voire à mettre en accusation de larges époques de son histoire. Ce n'est donc pas une page d'un passé tourmenté de deux pays que l'on prétend avoir tournée alors que celui-là n'est suggéré qu'avec précaution. C'est-à-dire à minima.

«La République reconnaît avec lucidité ces faits», indique l'Elysée après avoir précisé qu'il ne s'agit en l'occurrence que de la seule répression parisienne du 17 Octobre 1961. C'est dire que les effets d'annonce escomptés par Paris n'offrent aucune raison particulière pour Alger de se réjouir de ce «petit pas». Trop indexé à la réactivation des relations bilatérales, celui-ci est justement perçu pour ce qu'il est et ce qu'il vise. Celui d'une disponibilité (mais lointaine) de rouvrir le contentieux mémoriel qui rendrait une justice équitable aux générations d'indigènes sur les cadavres desquels un certain maréchal Saint Arnaud édifia sa sulfureuse réputation.

Faut-il, en effet, rappeler que la France, toujours obnubilée par le

mythe de sa grandeur impériale, vient, elle aussi, de traverser le demi-siècle qui la sépare et l'éloigne pourtant d'une époque controversée, sans qu'elle ait pu se libérer émotionnellement de certains fardeaux peu glorieux. Eternelle donneuse de leçons, ne fût-elle pas une nation manquant de discernement au temps des colonies ? Les manuels d'histoire sérieux et même les aveux de plusieurs acteurs de l'époque ayant corroboré les sentiments refoulés des peuples colonisés, elle serait, de nos jours, la dernière ancienne puissance occidentale à ne pas assumer par elle-même le poids de son histoire.

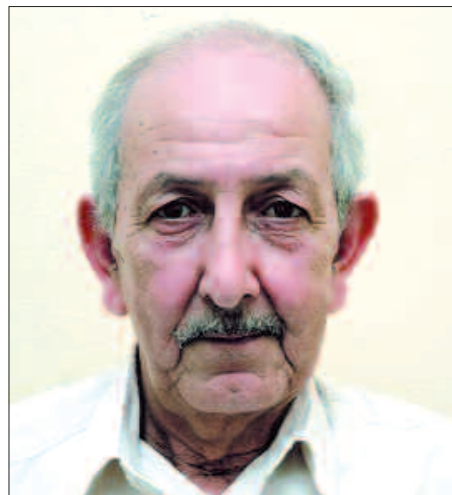
De ce côté-ci de la Méditerranée, les souvenirs sont encore difficiles à oblitérer. Et nous pouvons même égrener les noms de ces soldats perdus. Aussaresses et Trinquier, officiers des basses œuvres à Alger ; le capitaine Rodier à la ferme Améziante de Constantine : tous étaient, dès 1959, identifiés et dénoncés dans la revue *Temps modernes*. A travers les témoignages des torturés rescapés, elle donna la liste des victimes des corvées de bois. Ces exécutions sommaires qui ne sont que d'imprescriptibles crimes de guerre.

Mais, malgré les rares voix qui s'élevaient de temps à autre pour qualifier ces forfaits coloniaux de crime contre l'humanité, la chape politique en combattit la publicité dans une complicité partagée entre Paris et Alger. C'est ainsi qu'au nom des «intérêts supérieurs des Etats», l'on a

conclu des deals antimémoriels au détriment de la conscience des peuples. En France, si la majorité du personnel politique se sentait désignée dans la responsabilité de ce que fut la sale guerre algérienne au point de s'accommoder des vieux mensonges, ici en Algérie, le sujet sera très tôt confisqué par les pouvoirs qui l'utilisèrent comme un simple mode opératoire au moment des crises orageuses. Un slogan à usage indigène pour ressouder le sentiment patriotique à moindre coût.

En effet, il est significatif qu'avant la décennie 90, l'Etat algérien n'a jamais posé à la France la question de la reconnaissance mémorielle comme un préalable à une réconciliation apaisée. L'idée avortée d'un traité d'amitié ne date-t-elle pas, d'ailleurs, des années 2000 ? Car jamais l'Etat algérien ne s'est soucié de faire du lobbying auprès des organisations internationales pour imposer le concept de «repentance anticoloniale». Tout au plus, il a exploité l'holocauste algérien comme une interpellation adressée aux dirigeants français chaque fois que ceux-là sont pris en flagrant délit «d'ingérence inacceptable».

Ce décalage entre la «realpolitik» d'Alger et les repères concrets des génocides réside dans notre indigence à préserver et entretenir les lieux de l'horreur comme témoins de ce qui fut. Nos Treblinka, Auschwitz, Birkenau ne devaient-ils pas avoir pour adresses : Villa Sezini, ferme Améziante ou encore les camps de



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

concentration de Bossuet ? Hélas, il ne reste rien de concret à enseigner et pour témoigner. Et c'est ce genre de table rase du passé qui a contribué à atténuer la responsabilité de la France coloniale jusqu'à rendre problématique le procès de l'Histoire.

Et l'on comprend, pour toutes ces raisons, pourquoi la France officielle a tout le loisir de louvoyer sur le sujet et de ne distiller que des «culpabilités» en pointillés. En clair, la guerre coloniale ne connaîtra son solde de tout compte moral que par la seule volonté de Paris ! Et le jour, lointain, où cela s'accomplira nos dirigeants n'y seront pour rien. Hélas !

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

Sadomasochisme par consentement mutuel !

Finance mondiale. Si ça continue comme ça, l'Algérie va devoir imposer un...

... rééchelonnement au FMI !

Juste une question : le Mohamed Seddiki élu à la tête de la Commission de surveillance des élections locales, c'est le même que le Seddiki Mohamed élu à la tête de la commission de surveillance des législatives du 10 mai dernier ? On me murmure à l'oreille que oui ! En même temps, un parfait homonyme, Mohamed Seddiki, et membre lui aussi de Ahd 54, doit pas y en avoir des masses. Donc, c'est bien lui. Le monsieur qui n'a pas arrêté de jouer le poil à gratter lors du scrutin pour l'Assemblée. Le mec qui a crié à la fraude sur tous les toits surveillés et fliqués de la République. Le gus qui a affirmé sur tous les balcons barreaudés du système que le scrutin n'avait pas été crédible. Et si je comprends bien, c'est ce «prototype» qui est reconduit à la tête d'une autre surveillance électorale, celle-là communale. Marquis ! Hou ! Houuuu ! Marquis de Sade où êtes-vous ? Si vous êtes parmi nous, faites-moi signe, signalez votre présence par un geste. Je ne sais pas moi... par un coup de fouet, par exemple. Je promets de faire «aïe» tout de suite après. Les

proprios du Palais et de ses douves savent que le Seddiki va gueuler sa race à la fraude, ne va en rater aucune pour signaler des dépassements, et c'est pourtant lui qu'ils font élire par leurs 52 partis. Et lui, Mohamed le valeureux, sait par avance que l'élection sera bidouillée, qu'il aura beau s'égosiller dans le désert, ça n'effrayera que les dernières outardes non encore tirées, et malgré tout cela, il a rempli ! Et ensemble donc, régime et surveillant en chef du vote, ILS L'ONT FAIT ! Ils se sont reconduits dans un épisode d'un rare sadomasochisme mutuellement consenti. Mon Dieu, quelles mœurs ! On aurait voulu nous dire que ces locales seront une mascarade, on ne s'y serait pas pris autrement ! Le Palais aurait souhaité nous faire comprendre qu'il se paie une nouvelle fois nos têtes ahuries, qu'il n'aurait pas procédé d'une autre manière. C'est même plus du simple foutage de gueule. Non ! C'est carrément, je me paie ta tronche, et en même temps, je prends un mégaphone pour te le dire, te l'hurler à l'oreille au cas où, triple buse, tu n'aurais pas compris ! Marquis ? Eh ! Oh ! Marquis, vous êtes là ? Si oui, fouettez-moi ! Remettez-en une couche Marquis de Sade ! Mmmmm ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

